

BUDGET 2022 DE L'UNIVERSITÉ DE ROUEN : LES ÉTUDIANTS ET LES PERSONNELS TOUJOURS VICTIMES DE L'AUSTÉRITÉ

Rassemblement avant le conseil d'administration vendredi 10 décembre à 13h30 esplanade arrêt campus du T1 (face à la Maison de l'Université) – Mt St Aignan

Depuis de nombreuses années, l'université de Rouen Normandie souffre d'un sous-financement incontestable de la part de l'État, comme le reconnaît le président de l'université Joël Alexandre dans un courrier aux élu.es de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU).

Comme au niveau national, l'augmentation du budget est complètement artificielle puisqu'elle ne tient pas compte de l'inflation (estimée au moins à 3 % pour 2022) et est très loin de compenser la hausse continue des effectifs étudiants depuis de nombreuses années : +2 300 étudiant.es (+8 %) en 3 ans soit l'équivalent d'un gros lycée ; +6 900 étudiant.es (+28,5%) en 9 ans.

Dans le même temps, les effectifs de personnels ont stagné, plus particulièrement dans les disciplines de sciences humaines et sociales, ce qui signifie que depuis de nombreuses années, **la dépense publique par étudiant est en baisse continue**, dans un contexte où la précarité étudiante ne cesse de se développer.

Dans ce contexte, l'adoption du budget 2022 pour l'université de Rouen qui doit avoir lieu lors du prochain conseil d'administration, vendredi 10 décembre, nécessite l'information des personnels et leur mobilisation pour faire remonter au rectorat et au ministère l'impasse dans laquelle se trouve notre université.

Pour illustrer cette impasse, la présidence de l'université envisage la limitation des capacités d'accueil en L1 dans les filières en tension (STAPS, droit, psycho, LEA ...) ; cette mesure, qui constituerait une véritable rupture par rapport aux pratiques jusqu'alors en vigueur à l'université de Rouen, aurait pour objectif de placer le rectorat et donc le ministère face à ses responsabilités puisque les "places supplémentaires" ouvertes par la ministre depuis deux ans dans les universités ne sont financées qu'à hauteur du quart de leur coût réel.

Nous considérons que le message politique qui doit être envoyé au rectorat sur l'ampleur de nos difficultés de fonctionnement (échec massif pour les étudiant.es et conditions de travail de plus en plus difficiles pour les personnels), devrait passer par l'adoption d'un budget en déséquilibre qui s'appuie sur nos besoins réels et non sur les recettes scandaleusement insuffisantes attribuées par l'État.



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

